

Unité interdépartementale Loire Haute-Loire
2 avenue Grüner
Allée C
42 000 Saint-Étienne
ud-lhl.dreal-auvergne-rhone-alpes@developpement-durable.gouv.fr

Saint-Étienne, le 6 octobre 2025

Rapport de l'inspection des installations classées

Visite d'inspection du 01/10/2025

Partie nominative

ORANO MINING (ex. AREVA NC)

2 route de Lavaugrasse

CS 30 071

87 250 Bessines-Sur-Gartempe

Affaire suivie par : Bertrand GEORJON

Téléphone : 04.77.43.21.83

Courriel : bertrand.georjon@developpement-durable.gouv.fr

Références : UID4243-DSSP-025-364

Code AIOT : 0006107000

L'inspection des installations classées a réalisé une visite d'inspection le 1^{er} octobre 2025 de l'établissement ORANO MINING (ex. AREVA NC) implanté 42 830 Saint-Priest-la-Prugne. Le présent rapport rend compte de cette visite. Cette partie contient des informations nominatives qui ne seront pas publiées sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>). Toute demande écrite de consultation ou transmission fera l'objet d'un examen selon les règles en vigueur.

Participant à l'inspection, représentant l'inspection des installations classées :

- Bertrand GEORJON, Unité interdépartementale Loire Haute-Loire, inspecteur de l'environnement

Participants à l'inspection, hors inspection des installations classées :

- Mathieu Lacorde, responsable de site, Orano
- Guillaume Kern, responsable géosciences environnementales, Orano
- Maëlle Fleureaux, ingénieure Tractebel
- Raphaël Butin, Chargé d'exploitation du site, Saur

Le courriel d'échange avec l'administration est julien.bossian@orano.group

Rédacteur	Vérificateur & Approbateur

Rapport de l'inspection des installations classées

Propositions à l'issue de la visite

À l'issue de la visite d'inspection du 1^{er} octobre 2025 de l'établissement ORANO MINING (ex. AREVA NC) implanté 42 830 Saint-Priest-la-Prugne, les constats établis et explicités dans la partie « Contexte et constats » du rapport amènent l'inspection des installations classées à formuler à Madame la Préfète les propositions suivantes.

Au regard des constats, il est nécessaire de fournir les **justificatifs** prouvant le respect de la conformité pour la liste de points de contrôle ci-dessous :

- **VLE** – Référence réglementaire : AP Complémentaire du 28/06/2022 article : 4.4.2
- **DEAA** – Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 19/06/2015 article : 19

Dans l'hypothèse où les justificatifs ne seraient pas fournis dans le délai imparti, une mise en demeure pourra être proposée à l'autorité préfectorale.

Unité interdépartementale Loire Haute-Loire
2 avenue Grüner
Allée C
42 000 Saint-Étienne

Saint-Étienne, le 6 octobre 2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 01/10/2025

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

ORANO MINING (ex. AREVA NC)

2 route de Lavaugrasse
CS 30 071
87 250 Bessines-Sur-Gartempe

Références : UID4243-DSSP-025-364

Code AIOT : 0006107000

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 1^{er} octobre 2025 dans l'établissement ORANO MINING (ex. AREVA NC) implanté 42 830 Saint-Priest-la-Prugne. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Cette visite s'effectue dans le cadre du plan prévisionnel de contrôle de l'inspection, prévue à une fréquence annuelle.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- ORANO MINING (ex. AREVA NC)
- 42 830 Saint-Priest-la-Prugne
- Code AIOT : 0006107000
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

Le site comprend actuellement :

- une ancienne mine d'uranium (1 partie souterraine, 1 partie à ciel ouvert) ;
- une digue créant un bassin de stockage des résidus de traitement du minerai (1,3 millions de tonnes) ;
- une zone de stockage des produits de démolition de l'ancienne usine de traitement du minerai

d'uranium (située dans une zone délimitée de l'ancienne mine à ciel ouvert) ;

– une station de traitement d'épuration gérant à la fois les eaux de la mine à ciel ouvert et les eaux de fuite de la digue.

La digue crée un bassin de stockage de résidus produits par l'usine de traitement du minerai d'uranium (partie fine des résidus), dans lequel les résidus sont maintenus sous 2 m d'eau minimum. Les résidus de traitement ont été mis en place de 1959 à 1980.

Les résidus de traitement correspondent à la fraction de la roche rejetée après extraction, par procédé chimique, de la plus grande partie de l'uranium. Ces résidus contiennent essentiellement les radionucléides appartenant aux deux familles de l'uranium (U238 et U235).

Radioactivité : 792 Tbq d'activité totale ; 75 Tbq d'activité Ra 226.

Thèmes de l'inspection :

- Air
- Eau de surface

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

À chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Madame la Préfète ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension... .

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Madame la Préfète, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du Code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique en dehors des fiches de constats

Cette visite s'est déroulée dans le cadre d'une visite conjointe avec le service ouvrage hydraulique de la DREAL.

Lors de l'inspection, il a été constaté que l'alarme de débit élevé de la Besbre ne remontait pas à l'exploitant car elle était trop imprécise.

Il est attendu que l'exploitant propose des corrections sur ce point.

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
2	VLE	AP Complémentaire du 28/06/2022, article 4.4.2	Demande de justificatif à l'exploitant	2 mois
4	DEAA	Arrêté Ministériel du 19/06/2015, article 19	Demande de justificatif à l'exploitant	

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	fréquence rejet	AP Complémentaire du 10/03/2025, article 1	Sans objet
3	gestion des boues et zéolithes	AP Complémentaire du 28/06/2022, article 5.1.3	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

La station de traitement zéolithe n'a que peu fonctionné cette année. Néanmoins, dans le cadre des suites de l'incident de fin 2024 qui avait mis en évidence des dépassements de la VLE en radium soluble, il était attendu que l'exploitant augmente la fréquence de surveillance de sa station afin de détecter en amont du démarrage de celle-ci, une dérive de ces performances. L'exploitant n'a pas réalisé cette surveillance régulière du fait du non-fonctionnement de la station. Il est attendu, qu'il réalise cette surveillance sous 15 jours.

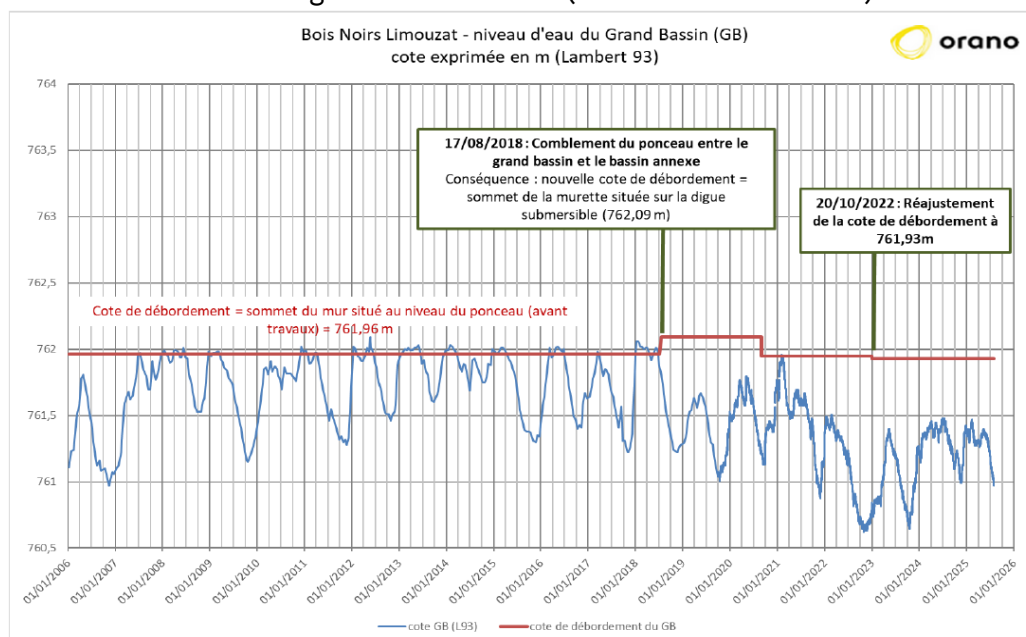
Par ailleurs, l'exploitant compte modifier sa station, en ajoutant un nouveau bassin avec une zéolithe d'une provenance différente. Cette modification devra faire l'objet d'un porter à connaissance dans lequel l'exploitant pourra proposer une modification de la fréquence de surveillance de sa station pour prendre en compte les périodes d'arrêt de sa station.

Enfin, il a été constaté dans le bilan de surveillance environnementale 2024, le dépassement de 1mSv/an fixée dans l'article R.1333-11 du Code de la santé publique. L'exploitant explique ce dépassement par l'évolution des coefficients de dose par inhalation de radon 220 et 222 précisés dans l'arrêté ministériel du 16 novembre 2023.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : fréquence rejet

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 10/03/2025, article 1
Thème(s) : Risques chroniques, eau
Prescription contrôlée : <p>Lorsque le niveau du grand bassin est inférieur à la cote de 761,40 m NGF, l'exploitant ne rejette les eaux du grand bassin que lorsqu'il s'est assuré que les derniers résultats de mesure réalisées hebdomadairement conformément à l'article 4.5.2 respectent les valeurs définies à l'article 4.4.2.</p> <p>Les effluents rejetés doivent être exempts :</p> <ul style="list-style-type: none">– de matières flottantes,– de produits susceptibles de dégager, en égout ou dans le milieu naturel, directement ou indirectement, des gaz ou vapeurs toxiques, inflammables ou odorantes,– de tout produit susceptible de nuire à la conservation des ouvrages, ainsi que des matières déposables ou précipitables qui, directement ou indirectement, sont susceptibles d'entraver le bon fonctionnement des ouvrages. <p>Les effluents doivent également respecter les caractéristiques suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none">– pH : compris entre 5,5 et 8,5.
Constats : <p>En 2025, l'exploitant n'a fait fonctionner sa station que sur les mois de janvier et février. L'arrêté préfectoral du 10 mars 2025, n'était donc pas opposable lors de cette période.</p> <p>En revanche, l'exploitant a indiqué que si sa station ne fonctionnait pas, il ne contrôlait pas son efficacité car celle-ci avait besoin de fonctionner sur une période assez longue (1 à 2 j) pour avoir des résultats représentatifs.</p> <p>L'objet de cet arrêté était de s'assurer des performances de la station avant les rejets. Avec cette gestion, l'exploitant n'est pas en mesure de connaître ces performances lorsqu'il redémarre sa station au moment de la recharge en eau du bassin (novembre – décembre).</p>



Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :
<p>L'inspection considère que le niveau du bassin a été maintenu à un niveau correct en ne faisant fonctionner la station que sur les mois de janvier et février. Néanmoins attendre le redémarrage de la station pour analyser ses performances conduira à ne disposer des résultats que 6 semaines après leur prélèvement rendant toute action corrective (détassage, changement de zéolithe) tardive.</p> <p>Il est attendu que l'exploitant propose une gestion pour prévenir cette situation (fonctionnement de la station en circuit fermé avec analyse) sous deux mois.</p> <p>Dans l'attente, il réalisera un prélèvement sous 15 jours pour connaître l'efficacité de sa station.</p>
Type de suites proposées : Avec suite
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 2 mois et 15 jours

N° 2 : VLE

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 28/06/2022, article 4.4.2		
Thème(s) : Risques chroniques, eau		
Prescription contrôlée :		
4.4.2.1 VLE pour les rejets en milieu naturel		
Les valeurs limites d'émission sont :		
Rejet 1 : station de traitement des eaux d'exhaure de la mine		
Paramètre	Code Sandre	Moyenne annuelle de la concentration ou de l'activité mensuelle
MES	1305	30 mg/l
Radium 226 soluble	1964	0,37 Bq/l
Radium 226 insoluble	1361	0,5 Bq/l
Uranium soluble	6339	0,3 mg/l
Uranium insoluble	6340	0,01 mg/l
Fer	7714	5 mg/l
Sulfate		200 mg/l
Rejet 2 : station zéolithe		
Paramètre	Code Sandre	Moyenne annuelle de la concentration ou de l'activité mensuelle
MES	1305	30 mg/l
Radium 226 soluble	1964	0,2 Bq/l
Radium 226 insoluble	1361	1 Bq/l

Uranium soluble	6339	0,1 mg/l
Uranium insoluble	6340	0,01 mg/l

Constats :

Sur l'année 2025, les résultats sont les suivants :

Les analyses des eaux de la station zéolithe correspondent à la référence GBZ2

Les analyses des eaux d'exhaure de la mine correspondent à la référence TBO2

	Fer Total mg/L	MES mg/L	Ra-226 Insol. Bq/L	Ra-226 Soluble Bq/L	SO4 ²⁻ Soluble mg/L	U Insol. g/L	U Soluble g/L
GBZ 2							
janv	0,1	<9,0	0,20	0,38	13,2	0,002	0,01
févr	0,1	<9,0	0,07	0,17	11,3	0,001	0,01
mars	-	-	-	-	-	-	-
avril	-	-	-	-	-	-	-
mai	-	-	-	-	-	-	-
juin	-	-	-	-	-	-	-
TBO 2			-	-	-	-	-
janv	2,6	<9,0	0,06	0,18	30,0	<0,003	0,07
févr	1,5	<9,0	0,11	0,10	29,1	0,002	0,07
mars	1,8	<9,0	0,02	0,10	34,0	<0,001	0,07
avr	1,8	<10,0	0,07	0,10	34,2	0,001	0,06
mai	1,9	<9,0	0,07	0,14	30,3	0,001	0,08
juin	0,7	<9,0	0,19*	0,09	37,2	0,001	0,07

* : valeur pouvant s'expliquer par les opérations de curage du bassin de décantation sud en juin 2025

On constate un dépassement en janvier 2025 sur la station zéolithe. Pour mémoire, des dépassements étaient déjà survenus fin 2024 et avait conduit au renforcement des prescriptions avec la signature de l'arrêté du 10 mars 2025 et à la transmission d'un rapport d'incident par l'exploitant.

L'exploitant indique dans son rapport que la qualité des zéolites pourrait expliquer ces dépassements et qu'une recherche d'un nouveau fournisseur de zéolithe est en cours.

L'exploitant prévoit également de construire un second bassin de zéolithe afin de tester cette nouvelle zéolithe et réfléchit à faire fonctionner en série du bassin existant.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant informera préalablement l'inspection des modifications qu'il compte apporter à sa station en transmettant un rapport à connaissance.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant

Proposition de délais : 2 mois

N° 3 : gestion des boues

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 28/06/2022, article 5.1.3
Thème(s) : Risques chroniques, eau
Prescription contrôlée : Les boues et les zéolithes issues des stations de traitement des eaux sont évacuées vers le grand bassin. La quantité de produits est tracée par l'exploitant dans un registre.
Constats : Lors de la visite de la station de traitement des eaux d'exhaure de la mine, il a été constaté le développement de végétaux en surface du bassin où se déversent les eaux des différents drains de la digue. Ces végétaux sont curés et remis dans le grand bassin. Dans le cadre du réaménagement par couverture solide, une alvéole de stockage pour recueillir ces boues de curage est prévu dans le projet. Néanmoins, afin de limiter au maximum les déchets stockés, il est demandé à l'exploitant de réfléchir à limiter le développement de ces végétaux.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : Dans le cadre du réaménagement par couverture solide, une alvéole de stockage pour recueillir ces boues de curage est prévu dans le projet. Néanmoins, afin de limiter au maximum les déchets stockés, il est demandé à l'exploitant de réfléchir à limiter le développement de ces végétaux.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 4 : DEAA

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 23/06/2015, article 19 et article 2
Thème(s) : Risques chroniques, radioprotection
Prescription contrôlée : article 19 : Sur la base des éléments mentionnés dans le dossier de demande d'autorisation d'exploiter et sans préjudice des dispositions de l'article 13, les zones attenantes (locaux ou aires extérieures) aux locaux ou zones, où sont mises en œuvre des substances ou déchets radioactifs, sont conçues et réalisées de façon à ce que l'exposition des personnes aux rayonnements ionisants soit aussi basse que raisonnablement possible et de façon à ce que la dose susceptible d'être reçue en un an, exprimée en dose efficace, reste inférieure à 1 mSv. Lorsque cette disposition ne peut être mise en œuvre, des mesures compensatoires sont prévues dans l'arrêté préfectoral d'autorisation conformément aux dispositions du II de l'article 2. article 2 : I. - Sur la base d'éléments justificatifs établis par l'exploitant, des dérogations aux dispositions du présent arrêté peuvent être accordées par le préfet, après avis du conseil supérieur des risques technologiques, sous réserve de leur compatibilité avec les dispositions des directives communautaires et des engagements internationaux. II. - Sur la base d'éléments justificatifs établis par l'exploitant, certaines dispositions du présent arrêté peuvent être adaptées directement par le préfet lorsque prévu par les articles subséquents, sous réserve de leur compatibilité avec les dispositions des directives communautaires et des engagements internationaux.

Code de la santé publique R1333-11 "I.-Pour l'application du principe de limitation défini au 3° de l'article L. 1333-2, la limite de dose efficace pour l'exposition de la population à des rayonnements ionisants résultant de l'ensemble des activités nucléaires est fixée à 1 mSv par an, à l'exception des cas particuliers mentionnés à l'article R. 1333-12."

Constats :

L'exploitant a transmis son bilan de la surveillance environnementale de son site. Dans ce bilan, il ressort que la dose efficace annuelle ajoutée dépasse la 1 mSv/an supérieure à la limite de 1 mSv/an fixée dans l'article R.1333-11 du Code de la santé publique.

L'exploitant explique qu'à la suite de la parution de l'arrêté ministériel du 16 novembre 2023 définissant les modalités de calcul des doses efficaces et des doses équivalentes résultant de l'exposition des personnes aux rayonnements ionisants, abrogeant l'arrêté ministériel du 1er septembre 2003, les coefficients de dose par inhalation de radon 220 et de radon 222 ont évolué.

Les DEAA 2024 calculées avec les nouveaux coefficients 2,6 fois supérieures au même calcul effectué avec les anciens coefficients. La part prépondérante est l'exposition par inhalation de radon qui représente près de 90 % de la DEAA pour les scénarios adultes ou enfants.

Le calcul de la DEAA 2024 avec les anciens coefficients montrent que cette dernière serait conforme à celles estimées les années précédentes : 0,74 et 0,67 mSv/an pour les scénarios Adultes et Enfants, respectivement. Cette forte augmentation des DEAA en 2024 s'explique donc essentiellement par le changement des coefficients de dose du radon 222 et 220.

L'exploitant a indiqué réfléchir à suivre une autre référence milieu naturel pour calculer la part ajoutée, car celle utilisée actuellement est située en partie sommitale et que le radon étant un gaz lourd, il a plutôt tendance à s'accumuler en fond de vallée.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant peut proposer de suivre un autre point de référence pour définir le milieu naturel, mais il apparaît nécessaire de maintenir également le suivi du point de référence actuel afin de ne pas perdre l'historique des DEAA.

L'exploitant peut également distinguer la DEAA issue de son stockage de résidus de ces autres installations.

Conformément à l'article 2 de l'arrêté Ministériel du 23/06/2015, s'il souhaite déroger à cette valeur de 1 mSv/an, l'exploitant devra apporter des éléments justificatifs au préfet

La demande de suivi d'un autre point de référence devra s'accompagner d'un PAC sur le sujet.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant